

## Les adhérents de Copacel ont planché sur l'Union européenne et ses institutions

Le jeudi 21 novembre dernier, dans le cadre des Journées papetières qu'elle organise conjointement avec l'Atip (Association technique de l'industrie papetière), Copacel, la fédération française des industries du papier, a animé une conférence placée sous le signe de l'Europe. « *Nouvelle Commission européenne, nouveau Parlement : à quoi l'industrie papetière doit-elle s'attendre ?* », telle était la question posée aux trois intervenant.e.s. Introduit par Paul-Antoine Lacour, délégué général de Copacel, et conclu par Pierre Bonnet, vice-président de la fédération et directeur général des Papeteries de Vizille, le symposium s'est avéré être une véritable session de formation sur les institutions européennes. Bernard Lombard, directeur des politiques industrielles de la fédération papetière européenne Cepi, a introduit la problématique en expliquant leur fonctionnement et le chemin que parcourt un texte législatif de l'UE avant d'être adopté. Estimant, a contrario de l'idée que peut s'en faire le grand public, que le fonctionnement de l'Europe est plutôt « *démocratique et transparent* », il a insisté sur le fait que les industriels y disposent de « *multiples opportunités pour faire valoir leurs intérêts* ». Pascale Joannin, directrice générale de la fondation Robert Schuman, lui a succédé au micro pour se focaliser sur les mécanismes qui entourent l'institution clef de l'Union qu'est la Commission européenne. Six mois après les élections du mois de juin dernier, le choix de ses six vice-président.e.s (qui seconderont Ursula von der Leyen, réélue présidente de la Commission) devrait d'ailleurs être entériné le 27 novembre prochain, au terme d'un travail de compromis et de négociation entre les différentes forces politiques qui composent le nouveau Parlement. Pascale Joannin s'est efforcée de résumer les principaux enjeux des débats qui s'annoncent dans le contexte économique et politique mondial que nous connaissons : comment articuler réindustrialisation et renforcement de la compétitivité avec les objectifs du Pacte vert, définis sous l'ancienne législature. Enfin, Coline Lavorel, vice-présidente du cabinet FleishmanHillard, s'est attachée à décrire les nouveaux rapports de force au Parlement européen issus des dernières élections. Alors qu'une coalition entre la droite, représentée par le PPE, les libéraux (RE) et les sociaux-démocrates (S&D) se dessinaient face à la poussée de l'extrême droite, ce bloc a déjà explosé au sujet de la loi sur la déforestation. Pour faire passer ses amendements, le PPE vient en effet de faire alliance avec les députés d'extrême droite (lire l'article « *Le projet de loi sur la déforestation met le parlement européen sous tension* »).